

PRÉFET DE LA SAVOIE

Préfecture

Cabinet du Préfet

Direction de la sécurité
intérieure et de la protection
civile

Service interministériel de
défense et de protection civile

Affaire suivie par :

Renaud EL MABROUK

Tél : 04 79 75 50 25

Courriel : renaud.el-
mabrouk@savoie.gouv.fr

Références :
SIDPC/ERP/Divers

Chambéry, le 15 NOV. 2016

Le Préfet,

à

Mesdames et Messieurs les Maires

Objet : situation des établissements recevant du public (ERP) de 5^{ème} catégorie sans locaux à sommeil

Références : Code de l'urbanisme

Code la construction et de l'habitation

Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP

P.J : fiche récapitulative des principaux points de la réglementation pour ce type d'établissements

Le 06 août 2016, un incendie dans un bar de Rouen causait la mort de 14 personnes dans des circonstances aujourd'hui encore mal définies.

Cet établissement, relevant de la réglementation des ERP de 5^{ème} catégorie, disposait notamment d'un sous-sol accessible au public.

Si l'ouverture de ce type d'établissements peut être réalisée sans demande d'autorisation conformément à l'article R123-45 du code de la construction et de l'habitation (à l'exception des ERP de 5^{ème} catégorie comportant des locaux de sommeil), ceux-ci doivent néanmoins répondre à un certain nombre d'obligations réglementaires.

Aussi, et sans préjuger des conclusions de l'enquête judiciaire en cours, vous voudrez bien trouver ci-joint en annexe une fiche récapitulative des principaux points de la réglementation qui leur est applicable.

Je vous invite à l'adresser à tous les exploitants des petits établissements sans locaux de sommeil situés dans votre commune, afin d'appeler leur attention sur la réglementation contre l'incendie en vigueur et leur responsabilité en la matière.

Une attention particulière sera portée sur les petits établissements festifs ou accueillant un public de jeunes, ainsi que ceux disposant d'un sous-sol accessible au public.

Si les dispositions réglementaires n'imposent pas de visite périodique, le maire peut toujours, en vertu de son pouvoir de police, demander l'avis de la commission de sécurité compétente et, le cas échéant, faire procéder à des visites lorsqu'il existe un doute quant à la sécurité du public en cas d'incendie.

Mes services, ainsi que le service départemental d'incendie et de secours, se tiennent à votre disposition pour toute information complémentaire, en particulier concernant des situations complexes que vous pourriez rencontrer.

Le Préfet,



Denis LABBÉ

Etablissements recevant du public de 5ème catégorie sans locaux à sommeil
Rappel des principaux points
de la réglementation contre les risques d'incendie et de panique

Article L.123-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH) : « Les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou la modification d'un ERP doivent être conformes aux règles de sécurité fixées par décret en Conseil d'Etat. »

Article R.123-3 du CCH : « Les constructeurs, propriétaires et exploitants des ERP sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes; ces mesures sont déterminées compte tenu de la nature de l'exploitation, des dimensions des locaux, de leur mode de construction, du nombre de personnes pouvant y être admises et de leur aptitude à se soustraire aux effets d'un incendie »

Registre de sécurité (Article R.123-51 du CCH)

Ouvrir et tenir à jour un registre de sécurité sur lequel seront notamment reportés les renseignements suivants :

- « - l'état du personnel chargé du service d'incendie ;
- les diverses consignes, générales et particulières, établies en cas d'incendie, y compris les consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap;
- les dates des divers contrôles et vérifications ainsi que les observations auxquelles ceux-ci ont donné lieu ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs et, s'il y a lieu, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux. »

Dégagements et sorties :

- Les dégagements (portes, couloirs, circulations, escaliers, rampes) doivent permettre l'évacuation rapide et sûre de l'établissement.
- Aucun dépôt, aucun matériel, aucun objet ne doit faire obstacle à la circulation des personnes et toutes les portes permettant au public d'évacuer un local doivent pouvoir s'ouvrir d'une manœuvre simple (article PE11 du règlement de sécurité).
- Toute porte verrouillée doit pouvoir être manœuvrable de l'intérieur, dans les mêmes conditions.
- Les établissements, les locaux et les niveaux où le public est admis doivent être desservis par des dégagements judicieusement répartis et ne comportant pas de cul-de-sac supérieur à 10 mètres.
- Le nombre et la largeur des dégagements exigibles doivent respecter les conditions de l'article PE 11 du règlement de sécurité :

a) moins de vingt personnes : un dégagement de 0,90 mètre ;

b) de vingt à cinquante personnes : soit un dégagement de 1,40 mètre débouchant directement sur l'extérieur, sous réserve que le public n'ait jamais plus de 25 mètres à parcourir ;
soit deux dégagements débouchant directement sur l'extérieur ou sur des locaux différents non en cul-de-sac ; l'un devant avoir une largeur de 0,90 mètre, l'autre étant un dégagement de 0,60 mètre ou un dégagement accessoire visé à l'article CO 41 du règlement de sécurité.

Si les locaux sont en étage, ils peuvent être desservis par un escalier unique d'une largeur minimale de 0,90 mètre. Toutefois, cet escalier doit être complété par un dégagement accessoire tel que balcon, échelle de sauvetage, passerelle, terrasse, manche d'évacuation, etc., si le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public est situé à plus de 8 mètres du sol.

- c) de cinquante et une à cent personnes : soit deux dégagements de 0,90 mètre ; soit un dégagement de 1,40 mètre, complété par un dégagement de 0,60 mètre ou un dégagement accessoire tel que défini à l'article CO 41 du règlement de sécurité.
- d) de 101 à 200 personnes : un dégagement de 1,40 mètre et un dégagement de 0,90 mètre.

Comportement au feu des matériaux :

Les dispositions de l'article PE 13 du règlement de sécurité sont applicables, en particulier les isolants acoustiques thermiques ou autres doivent respecter des contraintes particulières (être très peu combustibles ou être protégés par un écran des effets du feu) :

- sols : M4 ou Dfl-S2
- revêtements latéraux : M2 ou C-S3, d0
- plafonds : M1 ou B-S2, d0

Pour les locaux et les dégagements, les éléments de décoration doivent justifier d'un classement M2 ou C-S3,d0.

Désenfumage :

Les salles situées en sous-sol de plus de 100 m² doivent comporter en partie haute et en partie basse, une ou plusieurs ouvertures communiquant avec l'extérieur soit directement, soit par l'intermédiaire d'un conduit (article PE 14 du règlement de sécurité).

Eclairage de sécurité :

Les escaliers et les circulations horizontales d'une longueur totale supérieure à 10 mètres ou représentant un cheminement compliqué, ainsi que les salles d'une superficie supérieure à 100 m², doivent être équipés d'une installation d'éclairage de sécurité d'évacuation.

Moyens de secours et surveillance :

- Chaque établissement doit être doté d'au moins un extincteur (article PE 26 du règlement de sécurité) et d'un équipement d'alarme laissé au choix de l'exploitant (article PE 27 du règlement de sécurité).
- Un responsable doit être présent en permanence lorsque l'établissement est ouvert au public (article PE 27 du règlement de sécurité).

Vérifications techniques :

- En cours d'exploitation, le responsable doit procéder ou faire procéder par des techniciens compétents aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de son établissement (article PE 4§2 du règlement de sécurité).
- La date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications doivent être inscrits au registre de sécurité. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre. Ce relevé doit mentionner l'état de bon fonctionnement et d'entretien des installations vérifiées (article GE 10 du règlement de sécurité)

Les services d'incendie et de secours (SIS) restent les interlocuteurs privilégiés du maire ou du préfet en matière de réglementation contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP.